

admirateur de M. Trudeau qu'il a décrit comme "un grand ami des Antilles".

M. Trudeau a eu plusieurs entretiens bilatéraux, en particulier avec le premier ministre de la Jamaïque, M. Edward Seaga, et avec celui de la Trinité-et-Tobago, M. George Chambers.

Les discussions ont porté principalement sur les relations politiques, les échanges commerciaux, l'aide au développement, les investissements et le tourisme. Les participants ont également discuté de la situation dans les Caraïbes, des développements politiques dans l'hémisphère et des graves problèmes qui se posent à l'économie mondiale.

Le Canada et les Antilles

A l'issue de la réunion, les participants ont émis un communiqué final. Voici des extraits de ce communiqué touchant les relations du Canada avec les pays des Antilles du Commonwealth.

"Les chefs de gouvernement ont...souligné l'importance d'accroître les investissements dans les économies des Caraïbes et d'améliorer l'accès aux marchés pour les produits des Caraïbes. A ce dernier égard, ils ont souligné les occasions de commerce et d'investissement offertes dans le cadre de l'Accord de coopération commerciale et économique Canada-CARICOM de 1979 et convenu que les possibilités d'amélioration devraient être explorées plus avant lors de la prochaine réunion du Comité commercial et économique commun.

"...Les chefs de gouvernement des Caraïbes du Commonwealth ont noté la décision du gouvernement du Canada de développer ses relations de longue date avec les gouvernements des Caraïbes sur une base prioritaire et accueilli avec satisfaction la confirmation donnée par le premier ministre du Canada que cette politique se poursuivra de façon soutenue. A cet égard, le premier ministre du Canada a réitéré l'intention de son gouvernement de maintenir son objectif consistant à doubler le montant de son aide au développement de la région d'ici 1986.

"Les leaders des Caraïbes ont noté avec satisfaction que, dans le cadre de son programme d'aide à la région, le Canada s'est toujours efforcé de promouvoir l'intégration et la coopération régionales et d'appuyer les institutions multilatérales régionales, notamment la Banque de développement des Caraïbes, le Secrétariat de la Communauté des Caraïbes et l'Université des Indes occidentales. Ils ont salué l'annonce faite par le premier ministre du

Canada de l'octroi au Secrétariat du CARICOM d'un crédit annuel d'aide aux petits projets (au niveau initial de \$150 000 pour 1983-1984), qui sera administré par le haut-commissariat du Canada à Georgetown, au titre de la formation de jeunes diplomates des Caraïbes du Commonwealth ainsi que pour d'autres projets. Ils ont exprimé l'espoir que le Canada étende, à l'avenir, son appui à des organismes tels que le Plan alimentaire pour les Caraïbes, l'Institut agricole de recherche-développement pour les Caraïbes (CARDI), la Corporation maritime des Indes occidentales (WISCO), le Service de transport aérien des îles Leeward (LIAT) et le Conseil des examens des Caraïbes (CXC), et qu'il apporte son soutien aux efforts de rationalisation des transports aériens et maritimes dans la région. Les leaders des Caraïbes ont également salué les mesures prises récemment par le Canada pour permettre à la société Pétro-Canada international de participer activement à la mise en valeur des ressources en hydrocarbures, tant terrestres qu'*off-shore*, dans la région des Caraïbes.

"Les leaders des Caraïbes ont, en outre, noté avec satisfaction que, dans le cadre de son aide et de ses autres relations avec les pays de la région, le Canada n'a jamais tenté d'imposer sa propre philosophie ni ses propres perceptions, mais qu'il a plutôt tâché de répondre aux besoins et aux priorités propres aux pays des Caraïbes du Commonwealth."

Relations commerciales

La rencontre de Sainte-Lucie a montré les liens étroits qui se sont développés entre

le Canada et les Antilles du Commonwealth.

Le Canada maintient des relations commerciales de vieille date avec cette région du globe. Il s'y est fait connaître également par les investissements de ses entreprises privées, par l'aide que fournit son gouvernement et par les voyages qu'y font les touristes canadiens. De nombreuses banques canadiennes ont des succursales aux Antilles.

En 1980, le gouvernement canadien décida de donner aux pays des Caraïbes du Commonwealth une place prioritaire dans sa politique étrangère et, l'année suivante, il annonça qu'il doublerait son aide au développement dans cette région au cours des cinq prochaines années.

L'aide au développement aux Caraïbes devrait passer de \$43 millions en 1981-1982, à \$90 millions en 1986-1987. L'aide totale prévue pour la période 1982-1987 s'élève à \$350 millions, dont \$270 millions sous forme d'aide bilatérale.

Durant la même période, le Canada fournira également jusqu'à \$85 millions sous forme d'aide non bilatérale par l'entremise de la Banque de développement des Caraïbes et d'organisations non gouvernementales, et dans le cadre de la Banque de coopération industrielle.

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) accorde des crédits aux missions canadiennes pour leur permettre de répondre rapidement aux demandes locales d'aide dans le cas de petits projets. Pour les Antilles de l'Est seulement, le Haut-Commissariat du Canada à Bridgetown a un budget annuel de \$2 millions à cette fin.



Les participants à la réunion de Sainte-Lucie lors d'une séance de travail.